



CLUB DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

PERSPECTIVES OUEST-AFRICAINES (POA) : PEUPLEMENT, MARCHÉ ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Notes de conclusions

**Deuxième réunion du Groupe de Travail
Centre de Conférences de l'OCDE, Paris les 27 et 28 octobre 2011**

Léonidas HITIMANA, Chargé de programme, Secrétariat du CSAO/OCDE
Tél. +33 1 45 24 17 98 ; e-mail : leonidas.hitimana@oecd.org

JT03312305

Document complet disponible sur OLIS dans son format d'origine
Complete document available on OLIS in its original format

SWAC/M(2011)2

Table des matières

1. PEUPLEMENT ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE : COHÉRENCE DES DONNÉES ET INDICATEURS RÉGIONAUX.....	4
<i>1.1 Dynamiques démographiques</i>	<i>4</i>
<i>1.2 Urbanisation et évolution des habitudes de consommation</i>	<i>5</i>
<i>1.3 Urbanisation, utilisation des terres agricoles et productivité des actifs agricoles</i>	<i>5</i>
<i>1.4 Economie informelle.....</i>	<i>6</i>
<i>1.5 Harmonisation des données régionales.....</i>	<i>6</i>
2. DYNAMIQUES DU MARCHÉ INTRA-RÉGIONAL	7
<i>2.1 Des flux des échanges régionaux importants mais mal connus</i>	<i>7</i>
<i>2.2 Des disfonctionnements relatifs à la libre circulation des biens et des obstacles aux échanges</i>	<i>7</i>
<i>2.3 Un diagnostic relatif aux différentiels de prix de produits alimentaires et de taux de change qui nourrissent les échanges régionaux.</i>	<i>7</i>
3. CONCLUSION ET PERSPECTIVES	8
ANNEXE 1 : ORDRE DU JOUR DE LA RÉUNION	9
ANNEXE 2 : LISTE DES PARTICIPANTS.....	12

Perspectives ouest-africaines (POA) : Peuplement, marché et sécurité alimentaire

Relevé de conclusions

Deuxième Réunion du groupe de travail **Paris, 27-28 octobre 2011**

La deuxième réunion du groupe de travail s'est tenue les 27 et 28 octobre 2011 au centre de conférences de l'OCDE à Paris. L'objectif était d'approfondir les questionnements soulevés par les travaux du programme POA (www.oecd.org/csao/poa) et de débattre des perspectives en rapport avec les agendas et stratégies des organisations régionales et de leurs partenaires. Il s'agissait aussi de s'accorder sur la mise en œuvre d'une feuille de route sur les prochaines étapes de la réflexion. Cette rencontre a réuni les membres du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, les représentants d'organismes internationaux dont l'IFPRI, la FAO, FEWS NET, AFRISTAT, l'Institut de l'Afrique de l'Ouest, la Banque Africaine de développement, l'Union européenne et de centres de recherche (CIRAD, CNRS, *Michigan State University Centre for Research, Evaluation Resources and Development - CRERD/Obademi Awolowo University Ile-Ife, Nigeria, le Centre for Population, Poverty and Public Policy Studies -CEPS/INSTEAD-*, l'initiative *Trade Hub* (voir annexe 2 : liste des participants).

Ce relevé n'a pas vocation à résumer l'ensemble des présentations (disponibles sur le site : www.oecd.org/csao/poa) mais à mettre en exergue les réflexions issues des débats. Les discussions étaient structurées en 2 sessions (voir ordre du jour, annexe 1) : (i) Peuplement et sécurité alimentaire : cohérence des données et indicateurs régionaux et (ii) Dynamiques du marché intra-régional. Elles ont été nourries par les notes POA et des documents de travail réalisées par le Secrétariat du CSAO mais aussi par des présentations des institutions et experts participant au groupe de travail.

1. Peuplement et sécurité alimentaire : cohérence des données et indicateurs régionaux

Le but de cette session était de partager les résultats préliminaires du diagnostic des données existantes relatives au peuplement fournies par les 17 Etats (les pays membres de la CEDEAO, Mauritanie et Tchad) et par les organisations internationales. Ce diagnostic visait à apprécier la consistance et la pertinence des données sur la population et ses dynamiques, l'urbanisation, la population primaire et non primaire, la population de l'économie informelle. Les principaux points issus des débats sont les suivants :

1.1 Dynamiques démographiques

- La transition démographique est engagée pour tous les pays de l'Afrique de l'Ouest mais à des degrés différents. Elle peut durer longtemps tout comme elle peut être rapide à l'image de plusieurs pays d'Asie. La réflexion pourrait mettre l'accent sur les questions suivantes : Quels sont les facteurs qui permettent d'accélérer la baisse de la fécondité ? Comment mieux négocier ce tournant démographique ? Quelles sont les projections concernant l'évolution du rapport entre actifs et inactifs ? Le dividende démographique (baisse de la proportion des inactifs par rapport aux actifs) est un enjeu fondamental pour l'emploi des jeunes et mérite une attention particulière. Ces évolutions influent sur la croissance économique, le PIB/habitant et la sécurité alimentaire.

- La population totale du Nigeria, vraisemblablement très surestimée pour des raisons politiques, a fait l'objet d'une discussion particulière. Le croisement des résultats de l'étude Africapolis avec plusieurs études sur les recensements au Nigeria, souvent contestés ou annulés, amène à reconsidérer à la baisse la population totale de ce pays pour permettre une analyse régionale harmonisée.

1.2 *Urbanisation et évolution des habitudes de consommation*

- L'augmentation du niveau d'urbanisation induit des transformations de mode de consommation alimentaire notamment en milieu urbain. Or, les statistiques de consommation disponibles concernent généralement les bilans globaux de disponibilité alimentaire (productions, importations, exportations et utilisations non alimentaires comme les pertes, semences, alimentation animale). Ces bilans ne permettent pas de distinguer l'évolution des habitudes de consommation ni la consommation des ruraux de celle des urbains. Par ailleurs, il est proposé de documenter le niveau (taux) de dépendance des importations alimentaires par rapport à l'autosuffisance alimentaire et l'impact ou non sur la sécurité alimentaire.
- La croissance urbaine soulève la question des perspectives de ravitaillement des villes. L'analyse de la chaîne de valeur pourrait être envisagée pour estimer l'importance de la transformation de produits agro-alimentaires dans l'approvisionnement des marchés urbains et les capacités d'amortissement des chocs (crises) alimentaires ponctuels. La capacité des « métiers d'intermédiation » (transformation, commerce) à répondre à ces nouveaux enjeux sera cruciale pour maintenir le lien entre productions locales et marchés urbains en vue de faire face à l'insécurité alimentaire.

1.3 *Urbanisation, utilisation des terres agricoles et productivité des actifs agricoles*

- Plusieurs sources font état de terres abondantes en Afrique de l'Ouest. Cependant, il faut prendre en compte le fait que les terres tropicales sont fragiles. Cette fragilité pourrait être exacerbée par la réduction de la durée des jachères liée à la croissance démographique et l'extension de l'utilisation des terres agricoles. La question est donc de savoir quelles sont les terres agricoles disponibles en Afrique de l'Ouest et les perspectives à moyen et long terme. Cette question, longtemps soulevée par les organisations paysannes, devrait faire l'objet d'une attention particulière en rapport avec les mutations des systèmes agricoles liées à la croissance de la population non agricole et la diversification des activités en milieu rural. L'utilisation des terres autour des agglomérations mérite en particulier d'être approfondie. L'intensification se fait habituellement là où les terres sont rares et chères. Par ailleurs, le foncier est devenu un actif qui permet aux propriétaires de sécuriser leurs avoirs et les terres acquises ne sont pas toujours exploitées.
- L'évolution du rapport urbains/ruraux (U/R) vers la parité (alors qu'en 2000, l'Afrique de l'Ouest compte deux producteurs agricoles pour un non producteur) induit des changements structurels en matière de système agricole. Il est proposé de mieux documenter l'évolution de la productivité des actifs agricoles mais aussi l'évolution des rendements sur les terres agricoles en rapport avec l'évolution de la croissance de la population et sa répartition en strates non primaire et celle primaire¹ (PNP/PP).

¹ Primaire étant entendu au sens de producteur agricole.

1.4 Economie informelle

- L'économie informelle joue un rôle fondamental dans l'emploi en général mais en particulier dans le commerce, la transformation agro-alimentaire. Quels outils faut-il mettre en place pour améliorer l'efficacité de l'économie informelle tant en milieu rural qu'en milieu urbain ? Quel est le rôle de l'économie informelle dans l'emploi des jeunes ?
- La spatialisation des réseaux informels transfrontaliers pourrait être un outil très utile pour les décideurs politiques des organisations régionales dans la mesure où elle indique les zones de prédilection pour les investissements. La mise en place des infrastructures (routières, bancaires, etc.) dans ces zones serait un moyen de renforcer l'efficacité des activités des réseaux informels générateurs de revenus.
- Plusieurs actions sont envisageables pour renforcer l'efficacité de l'économie informelle : (i) les acteurs politiques devraient s'appuyer sur les associations des acteurs informels pour mieux définir leur intervention à travers un dialogue Etats – acteurs de l'informel ; (ii) appuyer les acteurs de l'informel à s'organiser en coopératives pour mieux cibler des mesures visant à améliorer leur productivité ; (iii) prendre en compte les échanges informels mieux dessiner les stratégies de sécurité alimentaire.

1.5 Harmonisation des données régionales

- A partir d'une revue de la littérature scientifique et de l'analyse des données disponibles, le programme POA interpelle la robustesse des informations utilisées en matière de peuplement dans les stratégies et politiques agricoles et alimentaires. En ce qui concerne les dynamiques d'urbanisation, les mesures de la population urbaine établies par les organismes nationaux de statistiques, ne répondent pas à une définition standard. A ce jour, seules les données de l'étude Africapolis autorisent l'agrégation régionale et des analyses comparatives. Par ailleurs, la distinction entre population primaire (PP sous-entendu « agricole ») et non primaire (PNP sous-entendu « non agricole ») est un indicateur important de l'émergence des marchés alimentaires et des transformations des structures agricoles. Le diagnostic a montré la difficulté de mesurer et de suivre le ratio PNP/PP, étant donné le peu de données et leur non-cohérence. Enfin, une partie importante des ménages tire leurs revenus de l'« économie informelle », également mal appréhendée par les statistiques.
- L'analyse des perspectives régionales nécessite la mise à disposition - et la tenue à jour - d'une base de données régionale cohérente sur le peuplement et constitue le point de départ de toute réflexion approfondie et de toute prospective, à moyen et long terme. En attendant que soient homogénéisées les définitions et concepts statistiques au niveau régional, seule la modélisation est à même de fournir à court et moyen terme aux décideurs régionaux ouest-africains une information cohérente et utile des évolutions du peuplement. Le modèle proposé permet de reconstituer, à partir des dynamiques d'urbanisation, les évolutions de la population non primaire et de la population primaire (PNP/PP) ainsi que de la population non agricole informelle. Ces indicateurs, qui seront pris en compte dans l'analyse, sont essentiels pour l'analyse de la sécurité alimentaire. Par ailleurs, l'analyse des indicateurs de peuplement croisée avec les études et enquêtes de terrain disponibles laisse entrevoir une réalité des enjeux régionaux de sécurité alimentaire différente de celle généralement véhiculée. Pour construire cette image et mettre en débat le diagnostic qui en résulte, seule une approche modélisée permet de réconcilier les indicateurs nécessaires. Cette approche modélisée s'appuie sur une matrice de peuplement spatiale et sociale dont les composantes sont issues de l'analyse critique des indicateurs disponibles.

- Les suggestions suivantes ont été faites pour améliorer le modèle de standardisation des données : (i) la prise en compte du taux de dépendance par rapport aux importations, en particulier (ii) la prise en compte des migrations dans la construction de la matrice de peuplement.

2. Dynamiques du marché intra-régional

Cette session visait à échanger sur le fonctionnement des échanges intra-régionaux et comment ils peuvent être mieux évalués pour appréhender leur rôle dans la sécurité alimentaire.

2.1 *Des flux des échanges régionaux importants mais mal connus*

- Les flux formels et informels dans le commerce transfrontalier sont très importants mais sont malheureusement mal connus. Une meilleure compréhension du fonctionnement de ces échanges et leurs contraintes permettraient aux décideurs politiques de mettre en œuvre des mesures visant à fluidifier ces échanges intra-régionaux.
- Sur des zones sélectionnées, il serait pertinent de confronter les données de flux officiels des échanges régionaux avec les estimations faites à travers d'autres sources qui prennent en compte les échanges informels non comptabilisés par les statistiques officielles. Cette analyse proposerait une image des échanges régionaux différente de celle qu'on retrouve dans la plupart des analyses actuelles (qui se fondent sur les données officielles).

2.2 *Des dysfonctionnements relatifs à la libre circulation des biens et des obstacles aux échanges*

- Les échanges régionaux connaissent un certain nombre d'obstacles tels que la qualité des infrastructures de transport, les taxes illégales, etc. Ces obstacles concernent également l'application des accords régionaux relatifs à la libre circulation des biens et des personnes. Certains programmes ont mis en place un système d'information sur les entraves à la libre circulation des biens et services. Mais ces programmes n'ont pas donné beaucoup de résultats. La question est donc d'identifier quelles sont les mesures et quels sont les acteurs capables d'influer sur les décisions politiques.

2.3 *Un diagnostic relatif aux différentiels de prix de produits alimentaires et de taux de change qui nourrissent les échanges régionaux.*

- Prendre en compte les différentes questions concernant la relation entre prix et échanges régionaux. Il est proposé de mieux documenter les principaux déterminants des prix des produits agricoles au niveau de la région mais également réaliser un diagnostic concernant les différentiels de prix (en raison des subventions, des niveaux de taxes, etc.) entre les pays voisins et dans quelle mesure ils nourrissent le commerce régional ou transfrontalier.
- Les différences de taux de changes entre zones monétaires influent sur les échanges régionaux et devraient faire l'objet d'une attention particulière.

3. Conclusion et perspectives

Les débats ont mis en exergue les points suivants qui pourront faire l'objet d'un suivi dans le cadre de l'initiative du CSAO :

- *Standardisation des données de peuplement à travers une approche modélisée.* Une session de travail avec les organisations régionales ouest-africaines sera organisée au cours du premier trimestre 2012 sur le thème des statistiques et la standardisation des données régionales relatives au peuplement. Cette rencontre sera l'occasion de discuter avec les responsables et techniciens régionaux, des enseignements et recommandations du programme qui pourraient nourrir les politiques et stratégies de la CEDEAO, de l'UEMOA et du CILSS. La mise en place d'une base de données harmonisée de peuplement prendra en compte le modèle de planification stratégique en cours d'élaboration par la CEDEAO ainsi que d'autres travaux de modélisations qui pourraient enrichir l'approche modélisée de standardisation des données. Ce modèle vise notamment à identifier les variables sur lesquelles les organisations régionales peuvent s'appuyer pour renforcer l'intégration régionale. Le centre statistique de l'UEMOA en cours de mise en place et dont la mission est d'améliorer la cohérence entre le Système Statistique Régional et celui des Etats membres, sera mis à contribution.
- *Analyse des performances du secteur primaire sur la base de la matrice de peuplement.* Elle permettrait notamment une évaluation de la productivité du secteur agricole, l'analyse de la productivité alimentaire marchande et l'autoconsommation de la population primaire ; l'analyse des rendements agricoles en mettant en perspective la transformation de l'agriculture et la question de la disponibilité réelle des terres agricoles. L'augmentation de la population urbaine et la demande solvable va-t-elle tirer la productivité des actifs agricoles vers le haut et entraîner le changement de mode de production agricole ?
- *Prise en compte des travaux réalisés par les partenaires et les membres du groupe de travail.* Il s'agit en particulier des travaux réalisés au Bénin en 2008 sur le « secteur informel », le travail de la BAD sur la « Croissance Agricole en Afrique de l'Ouest : Déterminants en termes de marché et de politiques » ainsi que les travaux en cours par MSU, Trade Hub, IFPRI, FAO, CEPS/INSTEAD, l'étude en cours du CIRAD/AFRISTAT/AFD sur les marchés alimentaires urbains etc.
- *Prise en compte des échanges régionaux dans les bilans alimentaires :* Impact de l'intégration des flux régionaux informels sur les bilans alimentaires et, en conséquence, sur les stratégies de sécurité alimentaire. Cette analyse sera réalisée en collaboration avec les institutions régionales et les organismes de veille sur la sécurité alimentaire. L'exercice pourra s'appuyer sur les enquêtes réalisées et les données disponibles dans certaines zones pilotes.

La troisième réunion du groupe de travail est prévue à la fin du mois d'avril 2012 et sera adossée à la réunion restreinte du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA). Contact : philipp.heinrigs@oecd.org

Annexe 1 : Ordre du jour de la réunion

**2^{ème} Réunion du Groupe de travail
Paris, 27-28 octobre 2011**

Centre de conférences de l'OCDE (Salle D)

Les travaux menés dans le cadre du programme « Perspectives ouest-africaines » (POA) analysent l'impact des dynamiques de peuplement et de marché sur la sécurité alimentaire. Ils mettent l'accent sur l'importance d'une information homogène et de statistiques harmonisées pour l'amélioration des stratégies alimentaires régionales.

Au travers de notes diffusées régulièrement aux membres du Groupe de travail ainsi qu'aux chercheurs et experts, le Secrétariat du CSAO interpelle sur certaines incohérences statistiques en matière de données de peuplement. Par l'analyse de variables clés, telles que l'urbanisation, la démographie, les transformations agricoles et le commerce régional, et de leurs liens avec la sécurité alimentaire, le Secrétariat propose une nouvelle lecture des perspectives agricoles et alimentaires.

L'analyse s'appuie sur les statistiques disponibles, les ressources et recherches existantes et sur les échanges que génèrent les réunions du Groupe de travail.

Cette seconde réunion vise à approfondir les questionnements soulevés par les notes et à débattre des perspectives en rapport avec les agendas et stratégies des organisations régionales et de leurs partenaires.

Les conclusions de ces travaux, qui s'achèveront par l'organisation d'un Forum fin 2012, identifieront des orientations de politiques et des propositions d'outils au service des politiques régionales.

Jeudi 27 octobre 2011

08.30 – 09.15 Accueil des participants, café

Session 1 Peuplement et sécurité alimentaire : cohérence des données et indicateurs régionaux

09.15 – 09.30 Introduction : Programme de travail et objectifs (Laurent Bossard, Directeur du Secrétariat du CSAO)

09.30 – 09.50 POA : schéma global de la réflexion, variables retenues et avancées sur le peuplement : principales conclusions d'étape (Michel Arnaud)

09.50 – 10.10 Caractéristiques et transitions démographiques ouest-africaines (Dieudonné Ouedraogo)

10.10 – 10.30 Approche et résultats du projet Africapolis pour l'harmonisation des données régionales d'urbanisation (François Moriconi-Ebrard, CNRS/Africapolis)

10.30 – 10.45 Évolution du rapport entre urbains/ruraux (U/R) et croissance économique (Thomas Allen, Secrétariat du CSAO)

10.45 – 11.00 Pause café

11.00 – 12.30 Débats

12.30 – 14.00 Déjeuner

14.00 – 14.15 Le rapport entre population non agricole et population agricole (PNP/PP) comme indicateur de changement structurel de la sécurité alimentaire (Léonidas Hitimana, Secrétariat du CSAO)

14.15 – 14.30 L'index de vulnérabilité et les autres indicateurs de sécurité alimentaire (Henri Josserand)

14.30 – 14.45 Le projet CountrySTAT de la FAO et l'amélioration de la qualité des indicateurs statistiques (Paul N'Goma-Kimbatsa, FAO)

14.45 – 15.45 Débats

15.45 – 16.00 Pause café

16.00 – 16.15 Intégration des réseaux informels économiques transfrontaliers en Afrique de l'Ouest (Olivier Walther, CEPS/INSTEAD)

16.15 – 16.30 Économie informelle et sécurité alimentaire (Léonidas Hitimana, Secrétariat du CSAO)

16.30 – 17.30 Débats et conclusions

17.30 Goûter dinatoire

Vendredi 28 octobre 2011

09.30 – 09.50 Construction d'une base de données harmonisée du peuplement de l'Afrique de l'Ouest (Jean-Marie Cour)

09.50 – 10.45 **Débats et tour de table** : Comment les organisations régionales et internationales abordent-elles la cohérence des données régionales ?

10.45 – 11.00 *Pause café*

Session 2 **Dynamiques du marché intra-régional**

11.00 – 11.15 Commerce régional, bilans alimentaires et sécurité alimentaire (Thomas Allen, Secrétariat du CSAO)

11.15 – 11.30 Dynamiques des échanges régionaux de céréales (Boubacar Diallo, MSU-Bamako)

11.30 – 12.30 **Débats**

12.30 – 14.00 *Déjeuner*

14.00 – 14.15 Les flux formels et informels, dynamiques d'une réalité régionale (Vanessa Adams, Trade Hub)

14.15 – 14.30 Intégration des marchés : cartographie des bassins de marchés (Philipp Heinrigs, Secrétariat du CSAO)

14.30 – 15.30 **Débats**

15.30 – 15.45 *Pause café*

Session 3 **Perspectives et prochaines étapes**

15.45 – 16.45 Échange sur les prochaines étapes de la réflexion POA

16.45 – 17.00 Synthèse et feuille de route

Annexe 2 : liste des participants

MEMBERS AND OBSERVERS / MEMBRES ET OBSERVATEURS

Austria/Autriche	<p>Mr. Hannes HAUSER Director Country Division Federal Ministry for European and International Affairs Minoritenplatz 8 A-1014 Wien, Austria</p>	<p>Tel: +43 501 150 44 82 Fax: +43 501 159 44 82 Email: hannes.hauser@bmeia.gv.at</p>
Belgium/Belgique	<p>Mme Isabelle WITTOEK Attaché de la Coopération internationale Délégation permanente auprès de l'OCDE 14, rue Octave Feuillet 75016 Paris, France</p> <p>M. Johan BRUYLANDT Attaché Coopération au développement Programmes gouvernementaux Direction générale de la coopération au développement Rue des Petits Carmes 15 B – 1000 Bruxelles, Belgique</p>	<p>Tel: +33 1 56 75 34 61 Fax: +33 1 56 75 34 70 Email: isabelle.wittoek@diplobel.fed.be</p> <p>Tel: +32 2 501 81 11 Fax: + 32 2 501 45 85 Email: johan.bruylandt@diplobel.fed.be</p>
CILSS	<p>Prof. Alhousseini BRETAUDEAU Secrétaire exécutif CILSS 03 BP 7049 Ouagadougou, Burkina Faso</p>	<p>Tel: +226 50 37 41 25 Fax: +226 50 37 41 32 Email: alhousseini.bretaudeau@cilss.bf</p>
ECOWAS/CEDEAO	<p>S.E.M. Yaya SOW Ambassadeur de la CEDEAO auprès de l'UE et du groupe ACP Avenue Louise, 283 boîte 2B 1050 Bruxelles, Belgique</p> <p>Mr. Lassané KABORÉ Director, Multilateral Surveillance Macroeconomic Policy Department ECOWAS/CEDEAO 101, Yakubu Gowon Crescent, Asokoro District PMB 401 Abuja, Nigeria</p> <p>Dr. Rui SILVA Director, Agriculture Development Department ECOWAS/CEDEAO</p>	<p>Tel: +32 2 644 2356 Fax: +32 2 646 0289 Email: ayasowe@hotmail.com</p> <p>Tel: +234 703 413 8346 Fax: +234 9 31 43 005 Email: chlaskab@yahoo.fr</p> <p>Tel: +234 706 418 5010 Fax: +234 9 31 43 005 Email: silva_rui@yahoo.com</p>

France	<p>M. Falilou FALL Responsable du Pôle de l'analyse économique de la mondialisation Sous-direction des Affaires économiques internationales Direction générale de la mondialisation, du développement et des partenariats Ministère des Affaires étrangères et européennes 27, rue de la Convention 75732 Paris Cedex 15, France</p>	<p>Tel: +33 1 43 17 73 55 Fax: +33 1 43 17 44 14 Email: falilou.fall@diplomatie.gouv.fr</p>
	<p>M. Daniel-Yves TAUPENAS Conseiller diplomatique Représentation permanente de la France auprès de l'OCDE 5, rue Oswaldo Cruz 75016 Paris, France</p>	<p>Tel: +33 1 43 17 58 31 Fax: +33 1 43 17 58 32 Email: daniel-yves.taupenas@diplomatie.gouv.fr</p>
The Netherlands/Pays-Bas	<p>Mr. Job van den BERG Head of West Africa Section Ministry of Foreign Affairs Bezuidenhoutseweg 67 BP 20061 2500 EB The Hague, The Netherlands</p>	<p>Tel: +31 70 34 86 486 Fax: +31 70 34 84 848 Email: job-vanden.berg@minbuza.nl</p>
	<p>Ms. Patricia van BENTUM Agricultural Counsellor The Netherlands Permanent Delegation to the OECD 12-14, rue Octave-Feuillet 75116 Paris, France</p>	<p>Tel: +33 1 45 24 99 71 Fax: +33 1 45 24 99 38 Email: patricia-van.bentum@minbuza.nl</p>
Switzerland/Suisse	<p>M. Karl SCHULER Chargé de programme Développt rural Division Afrique de l'Ouest de la DDC Département fédéral des Affaires étrangères Office A06/1635 Freiburgstrasse 130 3003 Berne, Suisse</p>	<p>Tel: +41 31 325 92 79 Fax: +41 31 325 93 62 Email: karl.schuler@deza.admin.ch</p>
UEMOA	<p>M. Seyni HAMADOU Chargé de l'agriculture Commission de l'UEMOA 01 BP 543 Ouagadougou 01, Burkina Faso</p>	<p>Tel: +226 50 32 88 14 Fax: +226 50 72 88 66 Email: shamadou@uemoa.int</p>
	<p>M. Aly Diadjiry COULIBALY Chef du Pôle planification stratégique et Programmation budgétaire Commission de l'UEMOA</p>	<p>Tel: +226 50 32 88 70 Fax: +226 50 72 88 66 Email: alyd.coulibaly@uemoa.int</p>

United States/États-Unis Ms. Susan J. THOMPSON Tel: +1 202 712 1716
Senior Policy Advisor Fax: +1 202 216 3010
Office of Sustainable Development Email: sthompson@usaid.gov
Africa Bureau
USAID
1300 Pennsylvania Avenue, NW,
4.06 – 110 RRB
20523-4600 Washington, D.C., USA

OTHER PARTNERS/AUTRES PARTENAIRES

European Union/Union européenne M. Giovanni MASTROGIACOMO Tel: +33 1 44 05 31 64
Conseiller Fax: +33 1 44 05 31 79
Délégation de l'Union européenne Email: giovanni.mastrogiacomo@
auprès de l'OCDE et de l'UNESCO eeas.europa.eu
12, avenue d'Eylau
75116 Paris, France

Mlle Camille BARRE Tel: +33 1 44 05 31 69
Stagiaire Fax: +33 1 44 05 31 79
Délégation de l'Union européenne auprès Email: camille.barre@eeas.europa.eu
de l'OCDE et de l'UNESCO

INSTITUTIONS/EXPERTS

AFD Mme Marie-Cécile THIRION Tel: +33 1 53 44 36 05
Chargée d'étude Fax: +33 1 53 44 36 08
Division recherche économique et sociale Email: thirionmc@afd.fr
département de la recherche
Agence française de développement
5, rue Roland Barthes
75012 Paris Cedex 12, France

AfDB/BAD M. Xavier BOULENGER Tel: +221 33 869 86 58
Ingénieur irrigation en Chef Fax: +221 33 820 09 99
Département Agriculture et Agro-industrie Email: x.boulenger@afdb.org
Bureau régional de la BAD au
Sénégal
Immeuble Coumba
Route de Ngor, BP 50544
Dakar, Sénégal

CNRS/AFRICAPOLIS M. François MORICONI-EBRARD Tel: +33 4 90 16 26 97
Directeur de recherches CNRS/UMR Email: fme@noos.fr
Espace
74, rue Pasteur
84029 Avignon Cedex, France

AFRISTAT M. Claude TCHAMDA Tel: +223 20 21 55 00
Expert en statistique des prix + 223 20 21 60 71
AFRISTAT Fax: +223 20 21 11 40
Rue 499, porte 23, Quartier Niaréla Email: claudet.tchamda@afristat.org
BP E 1600
Bamako, Mali

CEPS	Dr. Olivier WALTHER Centre for Population, Poverty and Public Policy Studies (CEPS/INSTEAD) 3, avenue de la Fonte L-4364 Esch/Belval, Luxembourg	Tel: +352 58 58 55 317 Fax: +352 58 58 55 700 Email: olivier.walther@ceps.lu
CIRAD	M. Nicolas BRICAS CIRAD-AMIS Avenue Agropolis, TA40/16 34398 Montpellier Cedex 5, France	Tel: +33 4 67 61 57 12 Fax: +33 4 67 61 44 49 Email: nicolas.bricas@cirad.fr
FAO	Mr. Paul N'GOMA-KIMBATSA Statistician and Lead Technical Officer CountrySTAT Statistics Division Food and Agriculture Organization Viale delle Terme di Caracalla 00153 Rome, Italy	Tel: +39 06 570 55845 Fax: +39 06 570 55615 Email: paul.ngomakimbatsa@fao.org
	Ms. Julia STONE Country Project Officer CountrySTAT Statistics Division	Tel: +39 06 570 56053 Fax: +39 06 570 55615 Email: julia.stone@fao.org
	Mr. Jean SENAHOUN Economist Global Information and Early Warning System (GIEWS) Trade and Markets Division (EST)	Tel: +39 06 570 54238 Fax: +39 06 570 54495 Email: jean.senahoun@fao.org
FEWS NET	Mr. John SCICCHITANO FEWS NET USAID 1325 G Street, NW – Suite 427 20005 Washington, D.C., United States	Tel: +1 202 219 0502 Fax: +1 202 219 0508 Email: jscicchitano@usaid.gov
IFPRI DAKAR	Dr. Ismael FOFANA IFPRI Bureau pour l'Afrique occidentale et centrale Lot 2 titre 3396, BP 24063 Dakar Almadies, Sénégal	Phone: +221 33 869 9818 Fax: +221 33 869 9841 Email: i.fofana@cgiar.org
INSTITUT DE L'AFRIQUE DE L'OUEST	Prof. John IGUE Institut de l'Afrique de l'Ouest Maison des Nations unies BP 396 – A Achada Santo António Avenue de l'OUA Praia, Cap – Vert	Tel: +238 262 40 58 Fax: +238 262 40 59 Email: john.igue@gmail.com

MSU	Mr. Boubacar DIALLO Food Security Economist Department of Agriculture, Food & Resource Economics Michigan State University PROMISAM, ACI 2000 Bamako, Mali	Tel: +223 20 22 34 19 Fax: +223 20 23 34 82 Email: diallob@msu.edu
OBADEMI AWOLOWO UNIVERSITY	Dr. Olusina BAMIWUYE Department of Demography & Social Statistics Ede Centre for Research, Evaluation Resources and Development (CRERD/Obademi Awolowo University 9 Ayeloja Street, Oke Gada PO Box 510 Ile-Ife, Osun State, Nigeria	Tel: +234 703 598 4242 Email: bamiwuye2001@yahoo.com
OECD/OCDE	Mr. Jonathan BROOKS Senior Agricultural Policy Analyst TAD/DD	Tel: +33 1 45 24 17 02 Email: jonathan.brooks@oecd.org
	Ms. Claire DELPEUCH Agricultural Economist TAD/DD	Tel: +33 1 45 24 19 99 Email: claire.delpauch@oecd.org
TRADE HUB	Ms. Vanessa ADAMS Director West Africa Trade Hub USAID Contractor Jubilee House, 4th Street, Kuku Hill PMB Osu Accra, Ghana	Tel: +223 302 773 393 Fax: +223 302 782 231 Email: vadams@watradehub.com

Sahel and West Africa Club Secretariat (SWAC/OECD)
Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE)
2, rue André-Pascal, 75016 Paris, France
Fax: +33 1 45 24 90 31

Mr. Laurent BOSSARD Director	Tel: +33 1 45 24 78 55 Email: laurent.bossard@oecd.org
Mr. Sibiri Jean ZOUNDI Principal Administrator	Tel: +33 1 45 24 19 82 Email: sibirijeane.zoundi@oecd.org
Mr. Philipp HEINRIGS Programme Officer	Tel: +33 1 45 24 89 85 Email: philipp.heinrigs@oecd.org
Mr. Léonidas HITIMANA Programme Officer	Tel: +33 1 45 24 17 98 Email: leonidas.hitimana@oecd.org
Ms. Marie TREMOLIERES Programme Officer	Tel: +33 1 45 24 89 68 Email: marie.tremolieres@oecd.org

Mr. Thomas ALLEN Consultant	Tel: +331 45 24 90 13 Email: thomas.allen@oecd.org
Mr. Félix BADOLO Consultant	Tel: +331 45 24 90 13 Email: felix.badolo@oecd.org
Ms. Nadia HAMEL Research Assistant	Tel : +331 45 24 95 80 Email : nadia.hamel@oecd.org
Ms. Sylvie LETASSEY Assistant	Tel : +331 45 24 82 81 Email: sylvie.letassey@oecd.org

CONSULTANTS

M. Michel ARNAUD Urbaniste Conseil 5, boulevard Bineau 92300 Levallois Perret, France	Tel: +33 1 47 58 77 62 Email: michel.arnaud6@club-internet.fr
M. Jean-Marie COUR 22, rue de la Côte d'Argent 92410 Ville d'Avray, France	Tel: +33 1 47 50 03 25 Email: jeanmariecour@numericable.fr
M. Henri JOSSERAND Via Ipponio, 8 Rome 00183, Italy	Tel: +39 06 700 24 26 +39 333 778 96 46 Email: hjosserrand@gmail.com
Prof. Dieudonné OUEDRAOGO Université de Ouagadougou Institut supérieur des sciences de la population (ISSP) 03 BP 7118 Ouagadougou, Burkina Faso	Tel: +226 50 30 25 59 Fax: +226 50 36 21 38 Email: dieudonnebf@yahoo.fr